

Le cadre de sécurité - Lydia Pizzoglio

Fonctionner en gouvernance partagée, quelles que soient les modalités choisies nous invite à un engagement particulier. Nous investir pleinement dans cette démarche et dans le projet nous demande en général de la confiance dans ce chemin peu balisé.

Ainsi pour faciliter la construction de cette confiance, permettre à chacun-e de s'exprimer et de développer son potentiel, nous avons besoin d'un minimum de sécurité. Poser notre conscience et des mots sur ce dont chacun-e a besoin pour se sentir en sécurité permet la co-construction de ce cadre.

C'est un outil qui fait appel à la responsabilité de chacun-e.

Il n'y a pas de cadre de sécurité type et applicable à toute situation. Ce qui est écrit ci-dessous repose sur l'expérience de l'Université du nous et n'est qu'un point de vue sur le sujet, non une vérité.

Le cadre de sécurité peut être additionnel à tout règlement intérieur.

Il est constitué des règles minimales communes, auxquelles chacun-e sera engagé-e, afin de satisfaire notre besoin de limites claires dans lesquelles nous pouvons vivre une pleine liberté de croissance individuelle et collective.

Le cadre de sécurité est idéalement co-construit, il nécessite souvent de mêler des aspects relationnels, juridiques, financiers. C'est donc un travail complexe.

Il constitue en soi un exercice de groupe intéressant pour oser aborder des sujets délicats et créer du Nous.

Attention, vouloir tout circonscrire au départ serait une erreur. Il s'agit ici de poser des règles qui évolueront nécessairement avec la vie et l'histoire du projet.

Toutefois, un cadre de sécurité

- Ne garantit pas un fonctionnement sans faille et sans problème,
- Ne régule pas systématiquement les comportements humains au sein du groupe. Les règles et les limites posées n'évitent pas la transgression volontaire ou involontaire.
- Il n'a pas pour vocation d'éviter le conflit ou de gommer nos divergences

Par contre :

- Il Permet d'avoir un document opposable par tous auquel nous pouvons nous référer pour débattre et statuer ensemble sur une transgression ou d'une évolution souhaitable.
- Il Permet davantage d'oser aborder et traverser les zones de conflits avec plus de sérénité et de confort plutôt que de les éviter. Un groupe, pour évoluer, rester créatif et vivant a besoin de ses conflits comme énergie de mouvement.

Voici une suggestion d'éléments constitutifs d'un cadre de sécurité dans l'esprit d'une gouvernance partagée :

0/ Il est co-construction par les membres fondateurs et/ou les premiers participants du groupe. Validé par tous et par chaque nouvelle personne intégrant l'organisation. Il est à revisiter régulièrement, 1 fois tous les 2 ans, ou sur simple sollicitation d'un membre.

1/ Un mode de prise de décision clair

Comment prendrons-nous nos décisions ? au consentement, à la majorité, au consensus, peu importante mais que le processus soit clair et que tous les membres y adhèrent, et y soient formés.

2/ Une charte relationnelle minimale

Comment allons-nous relationner ? Quels modes de communication? Quel cadre pour gérer les conflits? quels processus de médiation ?

3/ Un processus d'intégration

Comment accueillerons-nous des nouveaux membres, quelles sont les conditions contractuelles nécessaires à l'intégration des nouveaux ? Quels sont les prérequis, les étapes nécessaires pour intégrer l'organisation? Quel engagement de formation ?

4/ Un processus de sortie

Comment puis-je sortir du groupe, de l'organisation, en sécurité pour moi et pour elle, au moment où je m'engage? Chacun-e doit savoir qu'un départ pourra être discuté au sein du groupe pour en définir les modalités et les conditions.

5/ Un processus d'exclusion

Comment pouvons-nous mettre à l'écart, empêcher de nuire une personne qui mettrait l'organisation en danger ? Si je m'investis et m'engage dans un projet c'est pour qu'il vive et qu'il dure. Comment le groupe peut-il m'empêcher de nuire à cette pérennité dans l'hypothèse où je serais défaillant ? Il s'agit d'un processus qui passe par des étapes, comme des réunions, des médiations ayant pour objet d'envisager l'exclusion comme la dernière et ultime étape du processus.